

LA PERCEPTION DE L'ÉTAT PAR LA POPULATION RÉSULTATS D'ENQUÊTES À KINSHASA ET EN RD CONGO DE 1992 À 2015

Léon de SAINT
MOULIN, Jésuite.
Professeur émérite
et Membre du
CEPAS.
desaintmoulinl@
gmail.com

L'État est le niveau national de l'organisation politique. Il est un élément clé de l'ordre social et la façon dont il est perçu par la population a une très grande importance pour la qualité de la vie en société. Un proverbe africain dit que "un chef est plus chef et légitime quand il a la confiance de ses administrés"¹.

Nous éclairerons la perception de l'État par la population de Kinshasa et, dans une certaine mesure, par celle de la RD Congo, par les réponses reçues dans diverses enquêtes menées de 1992 à 2015. Il s'agit essentiellement d'enquêtes d'opinion menées à Kinshasa auprès d'un échantillon de 500 personnes environ pour les enquêtes par commune ou dans un groupe de quartiers et de 1200 personnes quand elles ont couvert l'ensemble de la ville de Kinshasa (à l'exception des communes de Nsele et Maluku, ainsi que des habitants non agglomérés de la commune de Mont-Ngafula). Dans le reste de la RD Congo, seules des enquêtes par questions ouvertes ont été menées au Bas-Congo, au Nord-Kivu et au Kasai Oriental à la fin de l'année 2002.

1. La perception de la démocratie

L'enquête réalisée à Ngaba en avril 1992 suivait de peu la marche des chrétiens du 16 février pour la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine. La population de cette commune populaire vivait très intensément l'expérience de la démocratisation

1 Proverbe nande : "omwami ni valume na valume yo mwami", cité dans L. de Saint Moulin e.a., *La perception de la démocratie et de l'État de droit en RDC*, Kinshasa, Cepas-Konrad Adenauer Stiftung, 2003, p. 38.

en cours. Nous reprenons ici les réponses données à deux questions particulièrement éclairantes².

9. La marche du 16 février était-elle surtout selon vous ?	%
a) une révolte des Églises contre le pouvoir	13,9
b) une manifestation légitime pour le changement politique	59,1
c) un témoignage du courage politique de la population	11,8
d) une marche pour la conquête du pouvoir	6,6
e) une ingérence de l'Église dans les affaires de l'État	6,1
Indéterminés	2,5

La réponse dominante de l'item b, définissant la marche du 16 février comme une manifestation légitime, affirme à la fois le droit de la population à prendre part aux décisions politiques et que cette "marche de l'espoir", comme on l'a appelée, n'était pas une marche contre l'État, mais pour le contrôler et revendiquer ses droits. En analyse sociale, il est souvent éclairant de comparer les différences existant entre les réponses de diverses catégories sociales. Les règles statistiques déterminent si ces différences sont significatives, c'est-à-dire si elles sont suffisamment larges pour qu'on ne puisse les attribuer à l'effet du hasard dans le choix des personnes interrogées. Nous indiquons ci-dessous celles qui sont apparues pour la réponse b), entre les hommes et les femmes, entre les diplômés d'État (plus instruits) et ceux qui ne le sont pas et entre les catholiques et ceux qui ne le sont pas.

La marche du 16 février	Différences significatives				
	Hommes	Femmes	Plus moins instruits	Cath.	Non-cath.
b) une manifestation légitime	67,50	49,00**	75,00 57,59**	63,85	52,22**

Les hommes et les diplômés d'État ont affirmé, plus que les autres, la légitimité de la marche du 16 février. Nous l'attribuons au caractère abstrait de l'affirmation (la légitimité), mais il en découle que la généralisation de l'enseignement secondaire fait présager un renforcement de l'opinion déjà dominante. Les catholiques l'ont aussi davantage affirmé que les autres, parce que c'est dans leurs communautés que la marche avait été particulièrement préparée par une campagne de formation citoyenne entreprise même avant l'ouverture officielle de la transition vers un régime plus démocratique le 24 avril 1990.

2 "Le mouvement de démocratisation dans la zone de Ngaba à Kinshasa", dans *Zaire-Afrique*, 1993, n° 274, p. 236 et 239. Repris dans L. de Saint Moulin, *Kinshasa, Enracinements historiques et horizons culturels*, Tervuren-Paris, Musée Royal de l'Afrique Centrale-L'Harmattan, Cahiers africains n° 79, 2012, p. 126 et 130. Ce recueil sera désormais cité sous la forme abrégée : *Cahiers africains* n° 79.

2. *Pour vous, qu'est-ce qui fait surtout le prix de la démocratie ?* %

- a) l'alternance des partis au pouvoir 9,8
- b) la possibilité de contrôler les gouvernants 17,9
- c) la sécurité des personnes et de leurs biens 14,6
- d) la stabilité économique 15,4
- e) *l'égalité de tous devant la loi* **40,0**
- Indéterminés 2,3

L'égalité de tous devant la loi apparaît ici comme une autre notion clé de la perception de la démocratie. Et ici encore, l'examen des différences significatives permet de croire à un renforcement futur de l'opinion majoritaire.

Différences significatives

Le prix de la démocratie	Hommes	Femmes	Plus moins instruits	Adultes	Jeunes
b) contrôler les gouvernants	9,58	21,50**	3,75 16,41**	12,00	20,0*
c) stabilité économique				18,00	10,0*
e) égalité devant la loi	48,33	30,00**	51,25 37,15*		

"Contrôler les gouvernants" est une expression plus concrète que "l'égalité de tous devant la loi". Cela explique à nouveau que les hommes et les diplômés d'État aient davantage choisi le dernier item. Si on additionne cependant les pourcentages de choix des items b et e, il n'y a plus de différence significative : les uns comme les autres donnent la même importance dominante à l'affirmation de leurs droits³.

Une nouvelle enquête, sur la perception de la démocratie et des élections a été organisée trois ans plus tard dans la zone de Matete, en avril 1995. Elle s'est déroulée dans un climat plus lourd, où le processus de démocratisation semblait dans l'impasse. La place des Églises indépendantes atteint alors à Matete 17 %, contre 12 à Ngaba et le pourcentage des catholiques déclarés, qui était de 65,4 % dans une enquête de 1968 y était tombé à 54 %. L'étude aboutit à la conclusion que l'opinion publique semble être en progression rapide à Kinshasa et que le débat s'y est considérablement développé dans toutes les couches de la population. Il y a en effet une large homogénéité de vues sur plusieurs questions importantes de la vie sociale et de l'organisation politique. La population ne semble cependant pas disposer d'une perception suffisante des mécanismes sociaux pour élaborer des stratégies efficaces

3 L'addition donne : 9,58 + 48,33 = 57,91 % pour les hommes, 51,5 % pour les femmes ; 55,0 % pour les diplômés d'État et 53,56 % pour les non diplômés d'État.

de transformation de la société. Il y a dans les réponses à la question suivante une forte dénonciation de la mauvaise volonté des dirigeants⁴.

7. Qu'est-ce qui bloque surtout le processus démocratique au Zaïre ?		%
a)	la faiblesse des politiciens de l'opposition	9,9
b)	la mauvaise volonté des dirigeants	64,6
c)	le manque de culture démocratique de la population	10,1
d)	la répression de ceux qui réclament le changement	5,3
e)	le soutien de l'Occident au système actuel	9,3
	Indéterminés	0,8

Dans une enquête effectuée en 2002 avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer, sur l'ensemble de la ville de Kinshasa, à l'exception des zones de Nsele et de Maluku et de l'habitat non aggloméré de la commune de Mont-Ngafula, la même réponse a été enregistrée dans une question semblable, avec à peu près le même pourcentage⁵.

5. Qu'est-ce qui bloque surtout la démocratisation en RDC ?		%
a)	la mauvaise volonté des politiciens	60,8
b)	le manque de culture démocratique de la population	13,4
c)	le nombre excessif de partis	3,5
d)	les trop grandes inégalités sociales	7,3
e)	le soutien de l'étranger au système actuel	14,9
	Indéterminés	0,1

Une forte conscience des malversations des dirigeants s'est aussi exprimée dans d'autres enquêtes sur la perception sociale de la justice.

2a. La perception sociale de la justice

Au début de l'année 1996, nous avons eu la joie exceptionnelle de pouvoir organiser avec un groupe de plus de cent étudiants, essentiellement ceux des deux années de licence en philosophie des Facultés Catholiques de Kinshasa, devenues Université Catholique du Congo, une enquête sur la perception de la justice sociale à Kinshasa. Grâce au nombre d'étudiants et à leur zèle pour le cours d'analyse sociale que nous leur avons dispensé, à la demande de l'Abbé Mudiji,

4 "La perception de la démocratie et des élections dans la zone de Matete à Kinshasa", dans *Zaïre-Afrique*, 1995, n° 298, p. 464-465. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 148.

5 L. de Saint Moulin e.a., *La perception de la démocratie et de l'État de droit en RDC*, Kinshasa, Cepas-Konrad Adenauer Stiftung, 2003, p. 103-104. Le passage concerné est repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 170-171.

alors Doyen de la Faculté de Philosophie, nous avons pu étendre cette enquête sur toute la ville de Kinshasa. C'était trente ans après la grande enquête sociodémographique de 1967, à la direction de laquelle nous avons été étroitement associé⁶.

5. Pour vous, qu'est-ce que la justice ?	%
a) la répartition équitable des ressources	11,0
b) <i>l'égalité de tous devant la loi</i>	58,0
c) l'indépendance des tribunaux à l'égard du pouvoir	5,0
d) la rémunération équitable et régulière des travailleurs	9,3
e) l'honnêteté de tous et de chacun	15,6
Indéterminés	1,1

Comme dans l'enquête faite à Ngaba en 1992, l'égalité de tous devant la loi est une notion clé de l'opinion publique à Kinshasa, plus affirmée encore pour définir la justice que pour définir la démocratie : 58 % des répondants l'ont choisie pour dire ce qu'était pour eux la justice. C'est une opinion dominante et elle est en quelque sorte confirmée par cette autre réponse de la même enquête.

7. <i>Qu'est-ce qui caractérise surtout un État de droit ?</i>	%
a) <i>le respect de la constitution et des lois</i>	58,6
b) la sanction des coupables et l'acquittement des innocents	11,3
c) la sécurité des biens et des personnes	11,6
d) la transparence dans la gestion du bien commun	8,8
e) l'honnêteté des citoyens	8,5
Indéterminés	1,2

La vision de la justice est l'égalité de tous devant la loi. Celle de l'État de droit est centrée sur la justice sociale plutôt que sur les droits individuels. Ce dernier aspect est fondamental et montre le caractère pernicieux des petits dons souvent faits pendant la campagne électorale. Ils sont un appel à abandonner ses exigences sociales plus radicales pour une satisfaction individuelle immédiate. Aider les électeurs à en prendre conscience est une des voies du progrès social.

Dans la même enquête encore, la question suivante a fait apparaître cette conscience de la responsabilité particulière des gouvernants étant donné le poids de leurs décisions sur les conditions de vie de toute la population.

10. <i>Où y a-t-il le plus d'injustice selon vous ?</i>	%
a) <i>dans l'exercice du pouvoir par les gouvernants</i>	54,4

6 L. de Saint Moulin, "Kinshasa, trente ans après. Une enquête sur la perception sociale de la justice à l'échelle de toute la ville", dans *Zaire-Afrique*, 1996, n° 305, p. 197-220. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 215-239.

b) dans les problèmes de terre et de parcelles	5,3
c) dans la rémunération du travail	19,2
d) dans la gestion des sociétés	10,8
e) au niveau international	8,4
Indéterminés	1,9

La majorité des répondants à cette enquête estime que c'est dans l'exercice du pouvoir par les gouvernants qu'il y a le plus d'injustice. C'est un pourcentage dominant (plus de 50 %), mais moins élevé que celui de la dénonciation de la mauvaise volonté des dirigeants, par plus de 60 % des personnes interrogées à Matete sur la perception de la démocratie en 1995 et dans toute la ville sur le même thème en 2002. L'expression "mauvaise volonté" ajoute en effet une note émotive au simple constat d'injustice.

Dans une enquête plus récente, à Makala, c'est-à-dire dans un milieu défavorisé, en 2011, sur la paix et la sécurité, les réponses à la question suivante affirment à nouveau la saine perception par la population de Kinshasa de ce qu'est la justice et de son importance fondamentale pour la paix⁷.

10. Qu'est-ce qu'il est le plus important d'apprendre pour pouvoir contribuer à la paix ? %

a) le respect des droits de l'homme	52,1
b) l'art du dialogue	24,2
c) la patience et la persévérance dans la difficulté	5,6
d) à obéir	7,3
e) à être un bon leader	10,6
Indéterminés	0,2

Ici encore, le choix dominant du respect des droits de l'homme comme l'élément le plus important pour contribuer à la paix montre que la paix est correctement perçue comme le fruit de la justice.

2b. Une note complémentaire : « Homo hierarchicus »

La compréhension de la perception de l'ordre social par la population doit cependant être complétée par une réflexion sur la vision des rapports entre les personnes et la société. Louis Dumont, dans une étude célèbre de la société indienne, classifiée en castes, a initié l'expression "*Homo hierarchicus*" pour caractériser le modèle d'homme d'une société qui insiste sur la position hiérarchique de chacun. Cette notion s'oppose

⁷ L. de Saint Moulin, "La perception de la paix et de la sécurité dans la commune de Makala à Kinshasa", dans *Congo-Afrique*, 2011, n° 457, p. 519.

à celle de "*Homo aequalis*", qui est le titre d'un autre livre du même auteur, consacré à la société occidentale, qui se veut égalitaire⁸.

Nous avons souvent observé à Kinshasa et en RD Congo en général que le modèle "*Homo hierarchicus*" marque souvent les comportements. Dans une fête ou un deuil, le public ne fait pas de difficulté à se soumettre aux indications ou aux contrôles de ceux qui ont été préposés aux différentes tâches du protocole et de la gestion des cérémonies⁹. Les réponses reçues aux deux questions suivantes témoignent de l'existence du même modèle culturel. La première est tirée d'une enquête de 2007 sur la perception des conflits et de leur solution¹⁰.

8. Quel sens ont pour vous les conflits ?	%
a) ils sont destructeurs de la vie sociale	51,4
b) ils sont liés à la misère généralisée	17,0
c) ils font prendre conscience de tout ce qui ne va pas dans le pays	5,8
d) ils sont le chemin nécessaire pour revendiquer ses droits	6,8
e) ils aident les sociétés à s'améliorer	8,6
Indéterminés	0,5

La majorité des répondants n'ont pas hésité à déclarer que les conflits sont destructeurs de la vie sociale. Cette opinion est en partie soutenue par un refus de la violence. Dans d'autres questions sur la façon dont il convient de gérer les conflits de famille ou les rébellions, la réponse est en effet qu'il faut s'efforcer de dialoguer et de trouver une entente. Mais dans notre société pluraliste, où les divergences d'opinion et d'intérêts sont habituelles, dire que les conflits sont destructeurs de la vie sociale risque fort de culpabiliser et aggraver les conflits.

Une autre question éclaire aussi la vision de l'homme qui sous-tend la mentalité kinoise : *Qu'est-ce qu'il est le plus important d'apprendre aux jeunes ?* Elle a été posée dans les mêmes termes dans trois enquêtes. En 1988, dans une enquête auprès des artisans du camp Kauka à Kalamu ; en 1996, dans une enquête sur les problèmes sociaux à Kindele et en 2008, dans une enquête sur les problèmes de l'éducation réalisée dans les quartiers Masanga Mbila et Mama Yemo de la commune de Mont-Ngafula, entre le By-Pass et Kimwenza¹¹.

8 Louis Dumont, *Homo hierarchicus ; le système des castes et ses implications*, rééd. augmentée, Paris, Gallimard, 1979. Et *Homo aequalis I, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1977.

9 Ils peuvent par exemple rappeler, sans considération de rang social, que "*Bomela masanga, botika milangi*", vous buvez la boisson, mais vous n'emportez pas les bouteilles.

10 L. de Saint Moulin, *La perception des conflits et de leur solution à Lemba-Sud dans la ville de Kinshasa*, dans *Congo-Afrique*, 2008, n° 421, p. 21. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 318. Lemba-Sud englobe ici les quartiers Gombele, Livulu, Mbanza-Lemba et paroisse de la Résurrection jusqu'au camp Bemba.

11 "La philosophie du travail en milieu salarié kinois", dans *Zaire-Afrique*, 1992, n° 249-250 p. 474.

1. Qu'est-ce qu'il est le plus important d'apprendre aux jeunes ? %

	1988	1996	2008
a) à obéir	54,1	50,8	44,1
b) à travailler dur	20,0	9,4	32,6
c) à penser par eux-mêmes	9,9	9,7	12,2
d) à aider les autres	8,1	24,2	8,2
e) à se faire apprécier	7,2	5,3	2,6
Indéterminés	0,7	0,6	0,2

L'importance donnée dans ces trois enquêtes à l'obéissance est un autre indice de la vision hiérarchique de l'homme qui est sous-jacente aux réponses que nous avons enregistrées dans toutes les enquêtes. La place faite à l'obéissance dans la vie semble en voie de réduction, mais on ne peut l'affirmer sans réserve, car le milieu interrogé en 2008 est d'un niveau social supérieur à celui des deux enquêtes précédentes. La moindre propension à apprendre avant tout aux jeunes à obéir dans les réponses de 2008 peut dès lors tenir à une position sociale différente plutôt qu'à une évolution des attitudes dans le temps.

3. L'image des gouvernants et de l'avenir

Nous avons retenu un troisième thème abordé dans nos enquêtes pour éclairer la perception de l'État. C'est celui de l'image des gouvernants et de la voie vers un avenir meilleur. La première question retenue à ce propos est tirée de l'enquête sur la perception de la démocratie et des élections à Matete en 1995 déjà citée¹². La seconde, qui lui est semblable, provient de l'enquête sur les identités et les responsabilités sociales réalisée au sud des communes de Lemba et de Kisenso en 1999, dans un milieu particulièrement pauvre¹³.

3. Selon quels critères convient-il de choisir les gouvernants ? %

a) les études et la compétence	28,2
b) les solidarités ethniques	2,4
c) La force morale et le dynamisme	14,5
d) l'honnêteté	41,4

Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 200. L. de Saint Moulin, "Les problèmes sociaux à Kindele (Kinshasa)", dans *Zaire-Afrique*, 1996, n° 309, p. 505. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 259. L. de Saint Moulin, "Les problèmes de l'éducation en RDC", dans *Congo-Afrique*, 2008, n° 427 p. 583, où les chiffres des trois années sont indiqués. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 338.

12 "La perception de la démocratie et des élections dans la zone de Matete à Kinshasa", dans *Zaire-Afrique*, 1995, n° 298, p. 461-462. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 143.

13 "La perception des identités et des responsabilités sociales à Kinshasa", dans *Congo-Afrique*, 2000, n° 346, p. 474. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 304.

e) l'expérience politique	12,8
Indéterminés	0,7

L'honnêteté est le premier critère retenu pour choisir les gouvernants, par 41,4 % des personnes interrogées. La force morale et le dynamisme est l'item retenu en outre par 14,5 %. Ce sont deux critères de l'ordre des "vertus" ; ils recueillent ensemble plus de la moitié des suffrages (55,9 %).

7. Quel genre de personnes est-il le plus apte au pouvoir en R.D.C ? %

a) les vrais nationalistes	32,0
b) les hommes compétents	14,9
c) les hommes capables de mobiliser de grandes ressources	10,4
d) des hommes sur qui je peux compter	3,9
e) des hommes honnêtes	37,6
Indéterminés	1,2

Nous interprétons ces réponses en disant que la démocratie qui est désirée est une démocratie inculturée, c'est-à-dire qui fonctionne pour la promotion de la Nation. Il y faut des dirigeants nationalistes et honnêtes. L'expression "démocratie inculturée" a été enregistrée par l'assistant du Département de sociologie de l'Université de Kinshasa qui a été envoyé au Bas-Congo pour une enquête par interviews libres auprès de personnes aussi diversifiées que possible. Elle a été prononcée par un leader de l'Église *Bundu dia Kongo* (p. 15). La même revendication a été exprimée de multiples fois dans les réponses reçues par un autre assistant envoyé au Nord-Kivu dans le cadre de la même enquête de 2002 sur la perception de la démocratie et de l'État de droit. Un ministre du RCD-ML lui a dit de la démocratie qu'*il ne faut pas qu'elle soit calquée sur un modèle extérieur ne répondant pas à nos préoccupations culturelles*. Et un défenseur judiciaire de Goma lui a dit que la démocratie est un bien *si elle s'adapte à nos réalités culturelles africaines* (p. 43-44). Le leader de l'Église *Bundu dia Kongo* avait explicité sa position par une argumentation semblable : *La démocratie est difficile à définir, parce que c'est une chose qui nous a été imposée de l'extérieur [...] Même en Occident, cette démocratie n'est pas partie en l'air, elle est partie des éléments vivants qui sont la culture ou les cultures [...] C'est une démocratie imposée [...] L'Occident ne voit que ses intérêts économiques* (p. 15).

La même perception a équivalement été exprimée par un membre des *Bana Mayi*, c'est-à-dire des voleurs attitrés du port de Matadi, que le même enquêteur avait eu l'initiative d'interroger : lui et son groupe se considéraient comme les victimes d'un ordre injuste :

Les dirigeants qui sont au pouvoir gèrent comme des gangsters. Tant qu'ils ne changeront pas, c'est-à-dire tant qu'ils ne travailleront pas en faveur de la population, nous ne cesserons pas de voler les biens déposés au port de Matadi [...] Ce sont des voleurs comme nous, sauf que eux volent sans être inquiétés (p. 14).

La vision de l'avenir est un autre élément qui éclaire notre réflexion sur l'image des bons gouvernants. La première question qui suit est tirée d'une enquête de 2008 déjà citée sur les problèmes de l'éducation à Mont-Ngafula¹⁴. La seconde est reprise d'une enquête de 2013 à Kindele sur la perception de la démocratie et du développement¹⁵.

10. Qu'est-ce qui vous semble le plus important pour l'avenir de la RDC ?	%
a) un bon système d'éducation et d'enseignement	20,4
b) avoir des dirigeants ayant une bonne conscience professionnelle	48,7
c) l'évolution mondiale de l'économie et de l'ordre social	8,6
d) la mise en place d'organes de contrôle des gouvernants	13,0
e) éliminer les inégalités économiques excessives	8,6
Indéterminés	0,7

En réponse à la question sur ce qui est le plus important pour l'avenir, les répondants ont à nouveau affirmé le rôle central des dirigeants et leur conviction que la qualité de leur action dépend surtout de leur conscience professionnelle. Cette expression englobe sans doute et le nationalisme et l'honnêteté et le respect des lois. Si on ajoute à ceux qui ont choisi cet item ceux qui ont retenu l'item complémentaire *la mise en place d'organes de contrôle des gouvernants*, c'est 61,7 % de la population qui considèrent la qualité des gouvernants et de leur gestion comme la première condition d'un avenir meilleur.

2. Qu'est-ce qui menace le plus l'avenir de la RDC ?	%
a) la baisse du niveau de l'enseignement	15,0
b) la multiplication des Églises	12,2
c) les ingérences extérieures	7,9
d) l'éclatement de l'unité nationale	10,0
e) la mauvaise gouvernance de la nation	54,3
Indéterminés	0,6

14 L. de Saint Moulin, "Les problèmes de l'éducation en RDC", dans *Congo-Afrique*, 2008, n° 427 p. 585-586. Repris dans *Cahiers africains* n° 79, p. 340.

15 L. de Saint Moulin, "La perception de la démocratie et du développement par la population de Kindele à Kinshasa", dans *Congo-Afrique*, 2013, n° 477, p. 502.

A l'inverse, la mauvaise gouvernance est retenue par plus de la moitié des personnes interrogées comme la plus grande menace pour cet avenir. Il en ressort que la population ne demande pas moins d'État, mais un État plus démocratique. Les interviews libres de l'assistant envoyé en 2002 au Kasai Oriental pour l'enquête par interviews libres sur la perception de la démocratie et de l'État de droit ont conduit à des conclusions semblables : « Le souci de la justice sociale y est plus fort que celui des droits individuels. Le résultat en est que, tout en considérant les dirigeants comme les grands responsables de la situation actuelle et de l'avenir, la population n'a exprimé aucun désenchantement vis-à-vis de l'État. Au contraire, les gens attendent beaucoup de l'État, d'un État qui serait à l'écoute de la population et s'emploierait à répondre à ses besoins »¹⁶.

Les réponses à une dernière question, tirée de la même enquête à Kindele en 2013 sur les rapports entre la démocratie et le développement sont la dernière lumière que nous projetterons sur la perception de l'État par la population d'après nos enquêtes d'analyse sociale de 1992 à 2015¹⁷.

10. Quelle est l'autorité qui peut le plus pour un avenir meilleur en RDC ?

	%
a) <i>les autorités nationales</i>	58,3
b) l'ONU et les institutions internationales	5,5
c) la coopération interafricaine	6,3
d) l'Église	19,9
e) les responsables de la formation	9,8
Indéterminés	0,2

L'importance reconnue, une fois de plus, aux autorités nationales par plus de la moitié de la population interrogée est un signe de la maturité de l'opinion publique à Kinshasa et, pour autant qu'on puisse le dire, dans l'ensemble du Congo. Si elle dénonce avec vigueur les malversations des dirigeants, il n'y a chez elle aucun rejet de l'État, qui est perçu comme une force et le lieu obligé de l'espérance.

Conclusion

La première conclusion du parcours des réponses reçues dans diverses enquêtes que nous venons de proposer est qu'il y a une opinion publique à Kinshasa et une conscience sociale qui a de la maturité et du jugement. Herbert Weiss, qui travaille sur le Congo depuis 1959, a écrit à propos d'un récent sondage réalisé par le Berci : « j'ai toujours été

¹⁶ L. de Saint Moulin e.a., "La perception de la démocratie en République Démocratique du Congo", dans *Congo-Afrique*, 2003, n° 375, p.299-300.

¹⁷ L. de Saint Moulin, "La perception de la démocratie et du développement par la population de Kindele à Kinshasa", dans *Congo-Afrique*, 2013, n° 477, p. 508.

surpris par le fait que les Congolais se montrent très ouverts, sérieux et coopératifs lorsqu'ils répondent à mes questions, en dépit du fait que je suis américain et blanc O.»¹⁸. Je suis aussi impressionné par la maturité des opinions collectées et heureux de la facilité avec lesquelles les gens se laissent interroger. Je ne puis terminer cet article sans rendre hommage à tous ceux qui ont accepté de participer aux interviews qu'on leur a demandés et aux enquêteurs qui ont fait le travail de collecter l'information réunie dans les enquêtes ainsi qu'à tous ceux qui leur ont facilité la tâche.

L'ordre social auquel cette opinion aspire est un ordre au service du peuple, dans ses droits collectifs plus encore que dans ses droits individuels. Nous avons explicité des éléments fondamentaux de sa perception de la démocratie, de la justice, de la paix et du développement qui ratifient la devise de notre pays « **Justice, paix, travail** » et sa considération dans les Journées sociales 2017 du Cepas comme le fondement d'un ordre social pour le peuple. Mais cette appréciation conduit d'abord dans l'opinion publique à une vive condamnation des injustices, des violences et d'un ordre qui est largement au service des intérêts étrangers. Sur le plan positif, il nous semble que la *conscience droite* de cette opinion est aussi une des forces les plus grandes pour conduire vers un ordre social plus juste, plus porteur de paix et source de développement au profit de la population.

Le Pape François, dans l'encyclique *Laudato Si'* sur l'écologie avertit que « Étant donné que le droit se montre parfois insuffisant en raison de la *corruption*, il faut que la *décision politique* soit incitée par la *pression de la population* » (n° 179). Pour améliorer le comportement des dirigeants, il nous semble beaucoup plus prometteur de renforcer la conscience sociale et la pression qu'elle peut exercer pour le respect des droits de chacun et de l'égalité de tous devant la loi que d'investir dans diverses formes d'accompagnement ou de formation au leadership des gouvernants, sans modifier les normes de l'ordre social qui nous a conduit au désordre actuel. La conscience sociale doit cependant aussi être formée : les aspirations ne peuvent pas être illimitées et porter à croire qu'il est possible que tout le monde obtienne le statut des privilégiés. Pour l'efficacité de ses actions, le peuple doit se donner des objectifs réalisables dans le délai où il les pense ; il doit élaborer des stratégies, qui puissent le conduire de victoire en victoire. C'est plus exigeant que de rêver en termes très généraux à une échéance indéterminée. Les dirigeants, quant à eux, ont charge de convaincre que le programme qu'ils proposent est réellement une bonne voie, dans le cadre des contraintes de l'économie, vers la réalisation des aspirations légitimes de la population. ■

18 H. Weiss, *DR Congo, A committed, Sophisticated Electorate*, Congo Research Group Dec. 15, 2016, p. 1.